



Présentation des comptes annuels 2024

Bilan au 31 décembre 2024



APPROBATION DES COMPTES ANNUELS 2024

PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AIRPARIF

24 juin 2025

Le présent document produit les comptes d'Airparif pour l'année 2024 à destination de l'Assemblée générale afin procéder à l'approbation des comptes et décider de l'affectation du résultat.

Ces comptes ont été arrêtés par le bureau le 27 mai dernier.

Vous trouverez dans ce document, les éléments financiers de Bilan comptable au 31/12/2024, le compte de résultat de l'année 2024, les rapports du commissaire aux comptes, l'annexe comptable détaillant les méthodes comptables utilisées et certains postes du bilan et une présentation synthétique des chiffres clés de comptabilité générale et analytique avec un suivi de leur évolution par rapport à l'année précédente.

Photo de couverture : hall d'accueil d'Airparif (source Airparif)

SOMMAIRE

1.	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2024	6
2.	COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024.....	11
2.1-	BILAN AU 31 DECEMBRE 2024	11
3.	COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2024.....	15
4.	ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024	17
4.1-	INFORMATIONS GENERALES.....	17
4.1.1 -	OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION (ARTICLE 2 DE SES STATUTS)	17
4.1.2 -	DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES	18
4.1.3 -	DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE	18
4.2-	REGLES ET METHODES COMPTABLES	18
4.2.1 -	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	18
4.2.2 -	CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : Indemnités de fin de carrière	19
4.2.3 -	METHODES D'ÉVALUATION	19
4.2.4 -	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	19
4.2.5 -	STOCKS	20
4.3-	DONNEES ÉCONOMIQUES	20
4.3.1 -	RESSOURCES.....	20
4.3.2 -	MOYENS HUMAINS	20
4.3.3 -	ORGANIGRAMME.....	22
4.3.4 -	SOUS-TRAITANCE	22
4.4-	COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT.....	23
4.4.1 -	ACTIFS IMMOBILISES	23
4.4.2 -	AMORTISSEMENTS.....	24
4.4.3 -	PROVISIONS REGLEMENTEES – PROVISIONS POUR RISQUES CHARGES	24
4.4.4 -	ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	24
4.4.5 -	TRESORERIE ET PLACEMENTS	25
4.4.6 -	VARIATION DES FONDS PROPRES	25
4.4.7 -	DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS OCTROYEES DANS L'ANNEE	26
4.4.8 -	COTISATIONS.....	26
4.4.9 -	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	26

4.4.10 -	CHARGES A PAYER	26
4.4.11 -	DETTES GARANTIES PAR LES SÛRETES REELLES	27
4.4.12 -	ENGAGEMENTS DONNES	27
4.4.13 -	ENGAGEMENTS REÇUS	27
4.4.14 -	PRODUITS A RECEVOIR	27
4.4.15 -	TRAITEMENT COMPTABLE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT PERÇUES PAR AIRPARIF	27
4.4.16 -	REPRISE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RENOUVELABLES PAR AIRPARIF	28
4.4.17 -	AFFECTATION COMPTABLES DES DONS LIBERATOIRES DE TGAP	28
4.4.18 -	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	28
4.4.19 -	FONDS DEDIES	28
4.4.20 -	REGIME DE TVA APPLICABLE	28
4.4.21 -	SECTORISATION COMPTABLE DES ACTIVITES LUCRATIVES	28
4.4.22 -	REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS	28
4.4.23 -	HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	29
4.4.24 -	INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE	29
5.	RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES 31	
6.	COMPARAISON PAR RAPPORT AU BUDGET PRÉVISIONNEL 2024 ET AU RÉALISÉ 2023	35
6.1-	COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 2023	35
6.2-	RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT	35
6.3-	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	40
7.	ANNEXES	42

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2024



Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon
75004 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team – www.pluriel.team
SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon
75 004 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames et Messieurs les membres de l'association Airparif,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Airparif relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise - 94100 Saint-Maur - Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team - www.pluriel.team

SARL au capital de 15.000 euros - Siren 440 493 385 - Code NAF : 6920Z
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable et la comptabilisation de la dette actuarielle en matière d'indemnités de fin de carrière.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- Le respect des dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations,
- L'exhaustivité et la réalité des produits comptabilisés
- Les informations fournies en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient aux dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux dirigeants d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention





comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Saint-Maur, le 9 juin 2025

Pluriel Consultants
Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Philippe Barré
Commissaire aux comptes, Associé



2. COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024

2.1- BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

AIRPARIF SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'A 7 RUE CRILLON 75004 PARIS		Bilan actif Document fin d'exercice		N° Siret 31646523600032 NAF (APE) 7120B N° Identifiant FR72316465236 Période du 01/01/24 au 31/12/24 Tenue de compte : EUR	
© Sage - Sage 100 Comptabilité Standard 10.11		Date de tirage 19/05/25 à 13:13:59		Page : 1	
Détail des postes		Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311223
Immobilisations incorporelles		1 086 442,44	854 044,62	232 397,82	366 567,47
Frais d'établissement					
Frais de développement		792 680,15	584 162,81	208 517,34	340 007,02
Concessions, brevets, droits simil		293 762,29	269 881,81	23 880,48	26 560,45
Fonds commercial					
Autres immob. incorporelles					
Avances et acomptes sur immos					
Immobilisations corporelles		25 915 055,51	12 270 707,23	13 644 348,28	13 963 153,64
Terrains		5 059 822,09		5 059 822,09	5 059 822,09
Constructions		10 104 133,94	3 368 512,05	6 735 621,89	6 520 903,53
Installations techn., mat., outil		8 130 253,75	6 751 143,66	1 379 110,09	1 620 537,80
Autres immob. corporelles		2 533 146,13	2 151 051,52	382 094,61	336 866,74
Immobilisations en cours					
Avances & acomptes		87 699,60		87 699,60	425 023,48
Immobilisations financières		222 204,20		222 204,20	195 031,90
Participations selon mise en équi.					
Autres participations					
Créances rattach. à des particip.					
Autres titres immobilisés					
Prêts		197 073,09		197 073,09	180 194,09
Autres immob. financières		25 131,11		25 131,11	14 837,81
TOTAL II		27 223 702,15	13 124 751,85	14 098 950,30	14 524 753,01
Stocks et en-cours		305 578,68		305 578,68	342 996,10
Matières premières & approvis ion		305 578,68		305 578,68	342 996,10
En cours de production de biens					
En cours production de services					
Produits intermédiaires & finis					
Marchandises					
Avances & acomptes versés/com.					
Avances & acomptes versés/com.					
Créances		5 066 207,37		5 066 207,37	4 281 637,99
Clients et comptes rattachés		2 597 845,47		2 597 845,47	1 478 277,95
Autres créances		2 468 361,90		2 468 361,90	2 803 360,04
Divers		1 862 313,59		1 862 313,59	2 568 324,45
Valeurs mobilières de placement		680 449,03		680 449,03	2 069 481,98
Disponibilités		1 181 864,56		1 181 864,56	498 842,47
Charges constatées d'avance		121 044,19		121 044,19	117 690,43
Charges constatées d'avance		121 044,19		121 044,19	117 690,43
TOTAL III		7 355 143,83		7 355 143,83	7 310 648,97
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes rembour. d'obligations (IV)					

AIRPARIF SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'A 7 RUE CRILLON 75004 PARIS	Bilan actif Document fin d'exercice	N° Siret	31646523600032
		NAF (APE)	7120B
		N° Identifiant	FR72316465236
		Période du	01/01/24
		au	31/12/24
		Tenue de compte : EUR	

© Sage - Sage 100 Comptabilité Standard 10.11
 Date de tirage 19/05/25
 à 13:16:05
 Page : 2

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311223
Primes de rembour. d'obligations Ecart de conversion actif (V) Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)	34 578 845,98	13 124 751,85	21 454 094,13	21 835 401,98

AIRPARIF SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'A 7 RUE CRILLON	Bilan passif	N° Siret 31646523600032 NAF (APE) 7120B N° Identifiant FR72316465236 Période du 01/01/24 au 31/12/24 Tenue de compte : EUR
75004 PARIS	Document fin d'exercice	

© Sage - Sage 100 Comptabilité Standard 10.11 Date de tirage 20/05/25 à 09:32:56 Page : 3

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 31/12/23
Fonds Propres Fonds Propres sans droit de reprise Réserve pour projet de l'entité			3 970 974,42 3 418 759,44 552 214,98	4 833 486,33 3 833 486,33 1 000 000,00
Report à nouveau Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice Excédent ou déficit de l'exercice			-484 488,39 -484 488,39	-455 028,91 -455 028,91
Subventions d'investissement Subventions d'investissement			4 901 813,58 4 901 813,58	4 731 475,70 4 731 475,70
Provisions réglementées Provisions réglementées				
TOTAL (I)			8 388 299,61	9 109 933,12
Fonds Reportés et dédiés Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques Provisions pour risques			432 566,00 432 566,00	
Provisions pour charges Provisions pour charges				
TOTAL (III)			432 566,00	
Emprunts obligataires convertibles Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires Autres emprunts obligataires				
Emprunts & dettes aup. étab. crédit Emprunts & dettes aup. étab. crédit			8 786 028,11 8 786 028,11	9 217 201,88 9 217 201,88
Emprunts et dettes financ. divers Emprunts et dettes financ. divers				
Avanc. & acptes reçus/com en cours Av. & ac. reçus s/com. en cours				
Dettes fourniss. & cptes rattachés Dettes fourniss. & cptes rattachés			382 886,13 382 886,13	1 207 860,99 1 207 860,99
Dettes fiscales et sociales Dettes fiscales et sociales			822 502,74 822 502,74	835 505,45 835 505,45

AIRPARIF SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'A 7 RUE CRILLON 75004 PARIS	Bilan passif Document fin d'exercice	N° Siret	31646523600032
		NAF (APE)	7120B
		N° Identifiant	FR72316465236
		Période du	01/01/24
		au	31/12/24
		Tenue de compte : EUR	

© Sage - Sage 100 Comptabilité Standard 10.11 Date de tirage 20/05/25 à 09:32:56 Page : 4

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 31/12/23
Dettes sur immo. et cptes rattachés Dettes sur immo. & cptes rattachés				
Autres dettes				12 302,92
Autres dettes				12 302,92
Produits constatés d'avance			2 641 811,54	1 452 597,62
Produits constatés d'avance			2 641 811,54	1 452 597,62
TOTAL (IV)			12 633 228,52	12 725 468,86
Ecarts de conversion passif (V) Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I à V)			21 454 094,13	21 835 401,98

Impression provisoire

3. COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RÉSULTAT	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	533 965,00	525 722,00	558 590,00
Ventes de biens et services		1 743 770,21	1 543 196,82
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	1 940 351,58	1 743 770,21	1 543 196,82
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs	6 046 848,80	5 853 002,20	6 125 062,40
Concours publics et subventions d'exploitation	6 046 848,80	5 853 002,20	6 125 062,40
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	12 956,16	30 737,61	25 295,94
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	1 048 260,17	1 102 325,87	1 676 903,03
Total I	9 582 381,71	9 255 557,89	9 929 048,19
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	2 221 408,87	2 221 580,83	1 939 459,61
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	652 971,14	622 179,88	580 803,34
Salaires et traitements	4 131 585,04	3 858 397,19	3 782 660,55
Charges sociales	1 918 104,54	1 776 765,37	1 697 039,86
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 410 471,31	1 291 170,22	1 685 944,43
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés			
Autres charges	44 271,76	395,77	39 422,85
Total II	10 378 812,66	9 770 489,26	9 725 330,64
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-796 430,95	-514 931,37	203 717,55

COMPTE DE RÉSULTAT		EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	51 608,27	82 696,78	14 731,65
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III	51 608,27	82 696,78	14 731,65
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	151 423,62	152 862,76	154 175,49
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total IV	151 423,62	152 862,76	154 175,49
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-99 815,35	-70 165,98	(139 443,84)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)			
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	634 399,46	107 118,88	1 011 655,18
Sur opérations en capital	3 926,00	76 373,42	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Total V	638 325,46	183 492,30	1 011 655,18
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	63 440,81	790,81	4 776,01
Sur opérations en capital	180 355,74	41 040,05	12 874,86
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Total VI	243 796,55	41 830,86	17 650,87
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	394 528,91	141 661,44	994 004,31
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-17 229,00	11 593,00	1 553,00
Total des produits (I + III + V)	10 272 315,44	9 521 746,97	10 955 435,02
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	10 756 803,83	9 965 182,88	9 898 710,00
EXCEDENT OU DEFICIT	- 484 488,39	-455 028,91	1 056 725,02

4. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à un montant de **21 454 094,13 €** et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, fait apparaître un **résultat déficitaire de 484 488,39 € avant reprise sur la réserve pour projet spécifique (financement de l'étude des émissions de chaufferies biomasse de faible puissance)**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été établis le 14 mai 2025 et seront présentés au Bureau d'Airparif le 27 mai 2025 pour être arrêtés.

4.1- INFORMATIONS GENERALES

4.1.1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION (ARTICLE 2 DE SES STATUTS)

MISSIONS D'INTERET GENERAL D'AIRPARIF

Dans le cadre des textes réglementaires en vigueur (Arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant), Airparif a pour objet de contribuer à la protection de l'environnement dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique et son information en Île-de-France.

Airparif est chargée dans sa zone de compétence :

- de mettre en œuvre tous moyens d'observation, de prévision ou de description permettant la caractérisation objective de l'état de la qualité de l'air en Île-de-France ;
- de réaliser des études et des bilans relatifs à cette qualité de l'air et d'accompagner l'évaluation des plans d'action ;
- de diffuser toutes informations conséquentes ;
- de contribuer à l'innovation.

Airparif participe aux études et actions de recherche scientifique qui contribuent au développement des connaissances sur la pollution de l'air et ses effets.

Airparif développe des échanges régionaux, nationaux et de coopération internationale à des fins d'amélioration des connaissances et de pédagogie en matière de qualité de l'air et de protection de l'environnement atmosphérique. Ces travaux peuvent inclure la participation à des programmes européens et études internationales. Airparif peut participer à des groupements de moyens pour l'exercice de ses activités conformes à son objet social.

PRESTATIONS

Airparif peut effectuer en tous lieux des études spécifiques pour ses membres et partenaires et prestations permettant de valoriser les compétences développées dans le cadre de ses missions.

4.1.2 - DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

Se référer au rapport moral pour 2024 qui détaille, dans chaque axe stratégique du PRSQA, l'ensemble des actions menées par Airparif au cours de l'exercice 2024.

4.1.3 - DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'immeuble d'Airparif, 7, rue Crillon, représente une surface de 1740 m² utilisables. Airparif est propriétaire du bâtiment depuis le 14 septembre 2017.

La flotte automobile comprend 13 véhicules motorisés (dont 1 GPL, 7 essence SP95, 1 hybride essence, 1 diesel équipé de filtres à particules, 3 véhicules 100 % électrique). Elle est constituée de 2 camions laboratoires et 11 véhicules utilitaires légers. Un vélo cargo à assistance électrique complète cette flotte pour les déplacements sur les sites parisiens proches. Quatre remorques sont également à disposition pour les campagnes d'études. Au 31/12/2024, l'âge moyen des véhicules utilitaires légers est de 5 ans.

4.2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

Par ailleurs, le guide méthodologique comptable des Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) a été respecté.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4.2.1 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Début 2024, le Conseil d'État a condamné l'Etat à verser à Airparif la somme de 450 000 euros d'astreinte dans le cadre du contentieux pour non-respect des valeurs limites réglementaires. Cette somme a été comptabilisée sur l'exercice 2024 en produit exceptionnel et a été entièrement consommée sur l'exercice pour les travaux menés dans le cadre des JOP qui ne disposaient d'aucun financement (évaluation, prévision horaire, outils de communication, prise en compte du risque cyber...).

La précédente astreinte d'un million d'euros a été placée en réserves fin 2022, pour utilisation pour financer l'étude des émissions des chaufferies biomasse de faible puissance.

En 2024, le résultat apparaît déficitaire de 484488,39 €, avant reprise de la réserve pour projet de l'entité à hauteur de 547 718,77 € correspondant au financement des dépenses occasionnées par ce projet en 2024.

4.2.2 - CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : Indemnités de fin de carrière

Jusqu'à l'exercice précédent, la dette actuarielle en matière d'indemnités de fin de carrière ne faisait pas l'objet d'une inscription au bilan sous forme de provision.

Compte tenu de la pyramide des âges à Airparif (voir paragraphe 3.3.2), à compter de cet exercice, il a été décidé d'enregistrer celle-ci sous forme d'une provision au bilan afin d'anticiper au mieux les indemnités obligatoires qui seront versées lors des différents départs à la retraite dans les années à venir (dette actuarielle, (voir paragraphe 3.4.24). Il s'agit d'un changement de méthode comptable.

A l'ouverture de l'exercice, le montant total de la dette actuarielle s'élevait à 592 128 euros.

Compte tenu de la valeur des fonds cantonnés auprès d'un assureur pour un montant de 184 645 euros, le montant de la dette actuarielle imputé sur le report à nouveau a été de 407 483 euros.

Comptes impactés par le changement

BILAN PASSIF	31/12/2023	CHANGEMENT DE METHODE	TOTAL RECONSTITUTION AU 1/1/2024	DOTATION DE L'EXERCICE	SOLDE AU 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	3 833 486	-407 483	3 426 003		3 426 003
Provision Indemnités retraite		407 483	407 483	25 083	432 566
	3 833 486	0	3 833 486		3 858 569

Plus de détail sur l'indemnité de fin de carrière est fourni au paragraphe 4.4.24

4.2.3 - METHODES D'EVALUATION

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition frais accessoires et TVA non récupérable incluse.

Depuis l'exercice clos au 31 décembre 2021, l'association adopte la méthode préférentielle d'activation des dépenses de site internet au bilan.

4.2.4 - AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Conformément au guide méthodologique applicable aux AASQA, les amortissements des immobilisations sont calculés en fonction des durées de vie prévues suivantes :

Construction sur sol d'autrui	5 à 6 ans
Logiciels	1 à 4 ans
Agencements	3 à 8 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique et de bureau	2 à 5 ans
Matériel et outillage	2 à 7 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Micro-capteur	3 ans
Matériels mesures à l'émission	3 ans

Les durées d'amortissements des différents composants du siège social sont les suivantes :

	Terrain	pas d'amortissement
Construction : gros œuvre		50 ans
Construction : menuiseries structure		20 ans
Construction : chauffage/climatisation		20 ans
Construction : électricité structure		20 ans
Construction : plomberie/sanitaires		20 ans
Construction : ravalement		15 ans
Construction : étanchéité		12 ans
Construction : ascenseur		12 ans

4.2.5 - STOCKS

Le stock de pièces détachées s'élève à 305 578,68 €. Les stocks sont évalués au coût d'achat réel.

Ce stock (concernant l'activité d'intérêt général de l'association) est comptabilisé pour sa valeur TTC, Airparif ne récupère pas la TVA sur l'activité d'intérêt général.

Aucune dépréciation du stock n'a été comptabilisée au 31/12/2024.

4.3- DONNEES ÉCONOMIQUES

4.3.1 - RESSOURCES

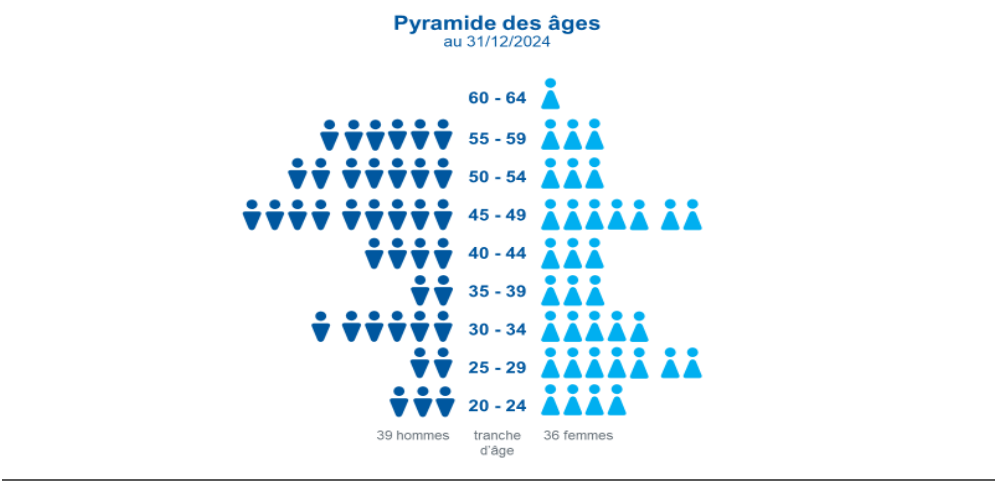
Se reporter aux tableaux de comparaison des recettes de fonctionnement 2024 par rapport à 2023 et par rapport au budget prévisionnel 2024.

4.3.2 - MOYENS HUMAINS

Au 31 décembre 2024, le personnel d'Airparif, était constitué de 75 salariés représentant 71.96 « équivalent temps plein » (ETP). 70 salariés étaient sous contrat à durée indéterminée, 3 en contrat à durée déterminée pour faire face à un surcroît d'activité et 2 autres dans le cadre d'un remplacement.

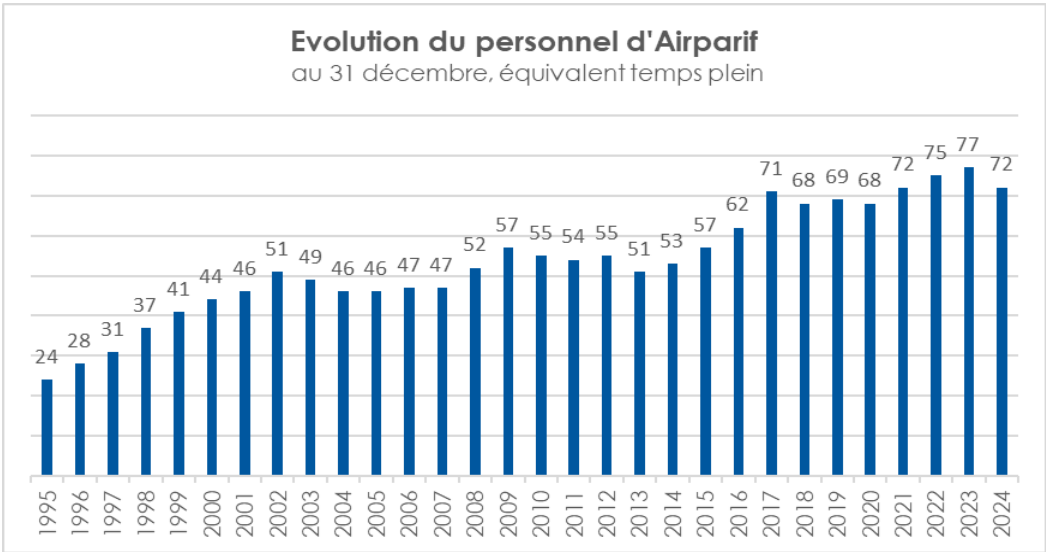
Au total, Airparif compte 39 hommes et 36 femmes, avec une moyenne d'âge qui s'établit à 41,5 ans (41 ans en 2023) et une ancienneté moyenne de 13 ans (12 ans en 2023).

Répartition de l'effectif par genre et par âge, au 31 décembre 2024



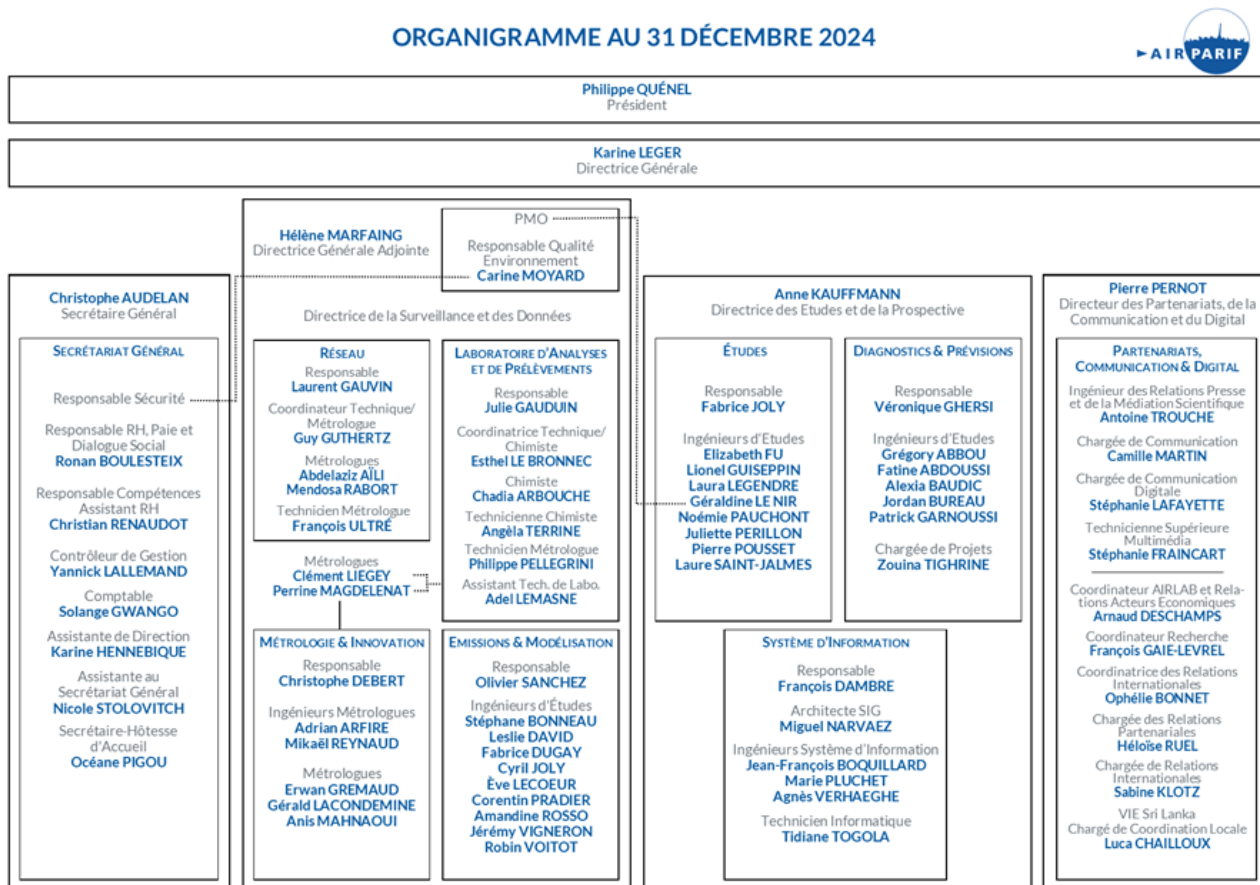
57 % de l'effectif d'Airparif a plus de 40 ans (58% en 2023) et 48 % de l'effectif est âgé de plus de 45 ans (contre 42 % en 2023). Les moins de 35 ans représentent 36 % de l'effectif (30 % en 2023).

Le graphique suivant présente l'évolution de l'effectif équivalent temps plein d'Airparif au 31 décembre de chaque année depuis 1995.



4.3.3 - ORGANIGRAMME

L'organigramme des directions et services s'établit ainsi au 31 décembre 2024 :



4.3.4 - SOUS-TRAITANCE

Les frais de sous-traitance comptabilisés concernent principalement :

- des achats de données météorologiques et cartographiques,
- des analyses chimiques en laboratoires externes (métaux, HAP, pesticides),
- des prestations de pose et dépose de moyens de mesure, notamment dans le cadre du projet étude des émissions des chaufferies biomasse,
- de raccordements d'étalonnages métrologiques,
- des prestations externalisées de modélisation,
- d'envoi de messages d'alertes,
- la prestation de veille de presse,
- l'hébergement du site web,
- des études sous-traitées à des laboratoires ou instituts de recherche.

4.4- COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

4.4.1 - ACTIFS IMMOBILISES

NOUVELLE REGLEMENTATION SUR LES ACTIFS : APPROCHE PAR COMPOSANTS

En application des règlements CRC 2002-10 et 2003-07, le parc d'immobilisations d'Airparif a été examiné de façon exhaustive.

Compte-tenu des valeurs relativement faibles des immobilisations et des durées de vie homogènes des différents composants des immobilisations techniques, le découpage par composant n'a pas été retenu. Seul l'immeuble fait l'objet d'un amortissement par composant.

EN €UROS	VALEUR BRUTE AU 1/01/2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 077 184,53	9 257,91	-	1 086 442,44
Frais de recherche & développement	792 680,15	0,00	0,00	792 680,15
Concessions, brevets, licences	284 504,38	9 257,91	0,00	293 762,29
Autre immo incorporelles				0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 850 318,30	1 512 771,26	1 448 034,05	25 915 055,51
Terrains	5 059 822,09	-	-	5 059 822,09
Constructions	9 803 341,22	591 473,07	290 680,35	10 104 133,94
Install. Techn, Matériel & Outill.	8 211 520,83	518 423,87	599 690,95	8 130 253,75
Autres immos corp.	2 350 610,68	326 856,72	144 321,27	2 533 146,13
Avances et acomptes s/ immos	425 023,48	76 017,60	413 341,48	87 699,60
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	195 031,90	27 172,30	-	222 204,20
Prêts	180 194,09	16 879,00	0,00	197 073,09
Dépôts & cautionnements versés	14 837,81	10 293,30	0,00	25 131,11
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	27 122 534,73	1 549 201,47	1 448 034,05	27 223 702,15

4.4.2 - AMORTISSEMENTS

EN €UROS	AU 01/01/2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	710 617,06	147 508,91	4 081,35	854 044,62
Frais de recherche & développement	452 673,13	131 489,68	0,00	584 162,81
Concessions, brevets, licences	257 943,93	16 019,23	4 081,35	269 881,81
Autres immos incorporelles				-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 887 164,66	1 250 546,39	867 003,82	12 270 707,23
Terrains		-	-	-
Constructions	3 282 437,69	303 848,97	217 774,61	3 368 512,05
Install. Techn, Matériel & Outill.	6 590 983,03	665 068,57	504 907,94	6 751 143,66
Autres immos corp.	2 013 743,94	281 628,85	144 321,27	2 151 051,52
TOTAL AMORTISSEMENTS	12 597 781,72	1 398 055,30	871 085,17	13 124 751,85

4.4.3 - PROVISIONS REGLEMENTEES – PROVISIONS POUR RISQUES CHARGES

Une provision pour engagements indemnités de fin de carrière a été dotée sur l'exercice 2024 pour un montant de 25 083 €. Cette somme correspond à la variation du montant de l'engagement pour indemnités de fin de carrière entre 2024 et 2023.

4.4.4 - ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

AU 31/12/2024	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET MOINS DE 5 ANS	À PLUS DE 5 ANS	TOTAL BRUT EN €UROS
CRÉANCES	4 587 054,48	600 197,08	-	5 187 251,56
Clients & cptes rattachés	2 597 845,47			2 597 845,47
Autres créances	1 989 209,01	600 197,08		2 589 406,09
DETTES	4 274 927,18	1 327 654,47	7 030 646,87	12 633 228,52
Dettes auprès établ crédit	427 726,77	1 327 654,47	7 030 646,87	8 786 028,11
Fournisseurs & cptes rattachés	382 886,13			382 886,13
Dettes fiscales & sociales, autres dettes	822 502,74			822 502,74
Produits constatés d'avance	2 641 811,54			2 641 811,54

4.4.5 - TRESORERIE ET PLACEMENTS

N° compte	AU 31/12/2024	TOTAL BRUT EN €UROS
CRÉDIT MUTUEL		
512111	Compte courant	313 475,26
5081105	Parts sociales	30 330,00
5081108	Livret partenaire association	37 292,37
512113	Livret bleu/orange	82 539,62
BNP PARIBAS		
512100	compte courant	532 695,60
512116	Compte Epargne	18 813,56
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
512117	compte courant	171 679,20
512118	compte sur livret	50 494,45
5081109	CAT SG	412 826,66
5081110	CAT SG	200 000,00
518700	Intérêts courus à recevoir	11 881,29
531100	CAISSE	285,58
TOTAL		1 862 313,59

Suivant les principes du plan comptable associatif, les produits financiers sont comptabilisés lors des cessions des valeurs mobilières de placement. Ces placements financiers permettent de garantir la continuité de l'activité en début d'année, dans l'attente de la perception des premières contributions et subventions.

4.4.6 - VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	À L'OUVERTURE 01/01/2024	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	À LA CLÔTURE 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	3 833 486,33	- 414 726,89			3 418 759,44
Réserve pour Projet de l'entité	1 000 000,00	- 447 785,02			552 214,98
Excédent ou déficit de l'exercice	- 455 028,91	455 028,91		484 488,39	- 484 488,39
Situation nette	4 378 457,42				3 486 486,03
Subventions d'investissement (nettes de reprises)	4 731 475,70		170 337,88		4 901 813,58
Dotations Provisions Engagements Retraite			432 566,00		432 566,00
TOTAL I	9 109 933,12	(407 483,00)	602 903,88	- 484 488,39	8 820 865,61

Pour rappel, compte tenu de la 1ère comptabilisation de l'indemnité de fin de carrière, 407 483 € ont été réaffectés au bilan et transférés du compte Fonds propres vers le compte de Provision pour indemnités retraite :

BILAN PASSIF	31/12/2023	CHANGEMENT DE METHODE	TOTAL RECONSTITUTION AU 1/1/2024	DOTATION DE L'EXERCICE	SOLDE AU 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	3 833 486	-407 483	3 426 003		3 426 003
Provision Indemnités retraite		407 483	407 483	25 083	432 566
	3 833 486	0	3 833 486		3 858 569

Cela n'a aucun impact sur le résultat et permet uniquement de bien identifier parmi les fonds propres la part du passif social d'Airparif lié aux engagement pour indemnités de départ en retraite.

4.4.7 - DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS OCTROYEES DANS L'ANNEE

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	EXERCICE 2024
RÉGION - Contribution budget investissement Airparif	707 080,64
MGP - Contribution budget investissement Airparif	300 000,00
ÉTAT - Contribution budget investissement Airparif	238 288,00
INDUSTRIEL - TGAP	-
TOTAL I	1 245 368,64

4.4.8 - COTISATIONS

Les cotisations versées par les membres sont comptabilisées au cours de l'exercice au titre duquel elles se rattachent. Le détail de ces cotisation est présenté en annexe page 35.

4.4.9 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent au 31 décembre 2024 à 121 044,19 €.

Ces charges correspondent à diverses charges constatées d'avance (abonnements divers, maintenances, primes d'assurances).

4.4.10 - CHARGES A PAYER

Airparif inscrit en comptabilité (compte 4282 « Dette provisionnée pour congés à payer » et compte 4382 « charges sociales sur congés à payer »), la dette provisionnée pour congés à payer calculée en fonction des jours de congés restant à prendre par chacun des salariés au titre de l'année en cours.

Au 31/12/2024, cette dette provisionnée pour congés à payer s'élève à 120 714,94 €, charges sociales comprises.

Les dettes envers les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent au 31 décembre 2024 à 377 844,92 €.

4.4.11 - DETTES GARANTIES PAR LES SÛRETES REELLES

Dans le cadre de l'acquisition du siège social, ont été constituées les garanties suivantes :

- Privilège de Prêteur de Deniers en premier rang à hauteur de 3.000.000 € en principal augmenté de tous frais, intérêts et accessoires évalués à 15 % en concurrence avec l'inscription de Privilège de Prêteur de Deniers qui bénéficie à la SOCIETE GENERALE
 - Date de première échéance : 14 octobre 2017.
 - Date de dernière échéance : 14 septembre 2024.
 - Date d'effet de l'inscription : 14 septembre 2025.
- Privilège de Prêteur de Deniers en premier rang à hauteur de 8.900.000 € en principal augmenté de tous frais, intérêts et accessoires évalués à 15 % en concurrence avec l'inscription de Privilège de Prêteur de Deniers qui bénéficiera à la SOCIETE GENERALE au titre du prêt ci-dessus.
 - Date de première échéance : 14 octobre 2017.
 - Date de dernière échéance : 14 septembre 2042.
 - Date d'effet de l'inscription : 14 septembre 2043.

4.4.12 - ENGAGEMENTS DONNES

Néant.

4.4.13 - ENGAGEMENTS REÇUS

Néant.

4.4.14 - PRODUITS A RECEVOIR

Néant.

4.4.15 - TRAITEMENT COMPTABLE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT PERÇUES PAR AIRPARIF

Le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, précise au point 6 de l'annexe : « les associations et fondations peuvent recevoir des subventions d'investissement destinées au financement d'un ou plusieurs biens dont le renouvellement incombe ou non à l'organisme, cette distinction s'opère en analysant la convention de financement, ou à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'organisme. Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise, les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable par l'association sont inscrites au compte 13 « subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables » et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement de ce bien. »

Les courriers émis par le Conseil National de la Comptabilité et le Ministère de l'Ecologie et du développement Durable en date respectives des 3 décembre 2003 et 19 mars 2004 prennent en considération les contraintes spécifiques de fonctionnement des associations de surveillance de la qualité de l'air et préconisent de comptabiliser les subventions d'investissement en compte 13 avec une reprise au compte de résultat.

Airparif utilisait cette règle de comptabilisation depuis l'exercice 1997 pour les subventions d'investissement reçues de la part de l'État et des collectivités locales. Depuis l'exercice 2004, les dons des industriels destinés à financer l'investissement sont comptabilisés de la même façon.

4.4.16 - REPRISE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RENOUVELABLES PAR AIRPARIF

Les subventions d'investissement inscrites au bilan sont reprises annuellement au prorata des dotations aux amortissements des immobilisations qu'elles ont servi à financer et pour éventuellement annuler au compte de résultat l'impact de dépenses d'investissement comptabilisées en charges.

Pour ce faire, cette quote-part est transférée au compte de résultat par le crédit d'un compte nommé « quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat ». Cette quote-part s'élève pour l'exercice 2024 à 1 048 238,91 €.

4.4.17 - AFFECTATION COMPTABLES DES DONS LIBERATOIRES DE TGAP

Les dons libératoires de TGAP versés par les industriels soumis à cette taxe sur leurs activités polluantes sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 sont comptabilisés au crédit du compte 743 100.

4.4.18 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Au 31/12/2024, leur montant s'élève à 2 641 811,54 € et correspondent à une partie de financements d'études obtenus sur 2024 et les années antérieures et pour lesquels les travaux seront réalisés par Airparif en 2025, 2026 et 2027.

4.4.19 - FONDS DEDIES

Néant.

4.4.20 - REGIME DE TVA APPLICABLE

La direction de la Législation Fiscale a publié en mars 2002 une fiche technique fiscale venant confirmer le non-assujettissement d'Airparif aux impôts commerciaux et notamment à la TVA pour les activités d'intérêt général.

Par conséquent, Airparif ne collecte pas la TVA sur ces recettes liées à cette activité d'intérêt général et ne la récupère pas sur les factures de ses fournisseurs (à l'exception des charges de structure dont la TVA est partiellement récupérable et les charges liées à l'activité lucrative). Les charges sont donc essentiellement enregistrées pour leur montant TTC.

4.4.21 - SECTORISATION COMPTABLE DES ACTIVITES LUCRATIVES

Airparif ayant dépassé en 2024 le seuil de 78 596 € d'encaissement de recettes lucratives, une sectorisation comptable de ces activités a été pratiquée sur l'ensemble de l'exercice 2024.

4.4.22 - REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS

Conformément à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, nous portons à votre connaissance le montant des rémunérations brutes versées aux trois plus hauts dirigeants bénévoles ou salariés de notre association, soit un montant total de 223 136 €.

4.4.23 - HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Rémunération des commissaires aux comptes :

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 17 000 € HT, soit 20 400 € TTC

4.4.24 - INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 622 284 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 3.36 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : Entreprise - Accord spécifique d'entreprise
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2019-2021 - données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)

- 64 ans pour la catégorie : Cadres
- 64 ans pour la catégorie : Employés
- 64 ans pour la catégorie : Profession intermédiaire

- Progression de salaires

- 2% Constant pour la catégorie : Cadres
- 2% Constant pour la catégorie : Employés
- 2% Constant pour la catégorie : Profession intermédiaire

- Taux de rotation

- 5 % dégressif pour la catégorie : Cadres
- 5 % constant pour la catégorie : Employés
- 5 % constant pour la catégorie : Profession intermédiaire

- Taux de charges sociales patronales

- 50 % pour la catégorie : Cadres
- 50 % pour la catégorie : Employés
- 50 % pour la catégorie : Profession intermédiaire

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 432 566 euros

- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : + 25 083 euros

Elle fait également l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Valeur de la part externalisée à la date de clôture : 189 718 euros

- Montant de la cotisation IFC (ou IFC/IL) versée sur l'exercice 2024 : 0 euros



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



5. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES



Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon
75 004 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise - 94100 Saint-Maur - Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team - www.pluriel.team

SARL au capital de 15.000 euros - Siren 440 493 385 - Code NAF : 6920Z
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon
75 004 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames et Messieurs les membres de l'association Airparif,

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

En application de l'article R 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team – www.pluriel.team

SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Objet de la convention	Administrateur concerné	Contact partenaire	montant prévu dans la convention	date signature	Impact comptes de l'exercice 2024
Fonctionnement					
Convention Financement fonctionnement général 2024	DRIEAT	M. Marc GUILLAUME	2 413 500 €	21/05/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : +2 413 500 €
Convention Financement étude Evaluation du PPA	DRIEAT	M. Jean-Marc PICARD	36 500 €	02/10/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : +36 135 €
Convention Financement étude Voles réserves	DRIEAT	M. Jean-Marc PICARD	44 000 €	02/10/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : +0 €
Convention ARS Ile-de-France - Financement fonctionnement pluri-annuel 2022-2024	ARS IDF	Mme Amélie VERDIER	110 200 €	24/11/2022	Impact sur le résultat de l'exercice : + 110 200 €
Avenant n° 1 à la Convention ARS Ile-de-France - Financement fonctionnement pluri-annuel 2022-2025	ARS IDF	Mme Amélie VERDIER	4 959 €	30/10/2023	Impact sur le résultat de l'exercice : + 4 959 €
Convention ARS Ile-de-France - Financement études 2024	ARS IDF	M. Denis ROBIN	50 000 €	25/07/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : +17 700 €
Convention ADEME Financement CHALLENGE 2025/2026	ADEME	Mme Nadine DUESO	40 000 €	29/11/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : +16 000 €
Engagement financier de la Ville de Paris (subvention de Fonctionnement 2024)	Ville de Paris	M. François CROQUETTE	383 520 €	30/01/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 383 520 €
Convention subvention Ville de PARIS - Etude Observatoire Evolution du Périphérique	Ville de Paris	M. François WOUTS	310 000 €	24/07/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : +17 000 €
Convention pluri-annuelle 2024-2027	Conseil Régional IDF	Mme Valérie PECRESSE	650 000 €	1ère tranche : 31/01/2024 2ème tranche : 30/05/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 650 000 €
Convention pluri-annuelle 2022-2024 modifiée par avenant n°3	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	468 000 €	20/06/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 468 000 €
Avenant N°2 à la convention pluri-annuelle	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	198 000 €	20/06/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 184 090 €
Délégation du CD 91 : financement fonctionnement 2024	CD91	M. DUROVRAY	37 902 €	2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 37 902 €
Délégation du CD 93 : financement fonctionnement 2024	CD93	M. BEDREDDINE	20 000 €	2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 20 000 €
Convention d'objectifs et de moyens : financement fonctionnement 2024	CD94	M. FAVIER	51 958 €	2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 51 958 €
Convention pluri-annuelle 2022-2024	CD95	Mme CAVESCHI	17 656 €	2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 17 656 €
Financement du Fonctionnement 2024	Ile-de-France Mobilités	Mme Valérie PECRESSE	53 685 €	2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 53 685 €
Financement fonctionnement ADP	ADP	Mme Julie FRANCOIS	54 060 €	14/05/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 54 060 €
Financement fonctionnement PFA	PFA	M. Nicolas Le Bigot	55 692 €	12/01/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 55 692 €
Financement fonctionnement RATP	RATP	Mme Sophie Mazoué	57 990 €	08/03/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 57 990 €
Financement fonctionnement SNCF Gares & Connexions	SNCF GARES	Mme Anais WATBLED	33 293	12/01/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 33 293 €
Convention pluriannuelle surveillance gares	SNCF GARES	M. Pierre LABARTHE	750 000 €	27/06/2024	Impact sur le résultat de l'exercice : + 77 111,12 €

Fluriet Consultants
Philippe Barre
Associé



Investissement					
Décisions d'attribution de subvention d'investissement	Conseil régional Île-de-France	Mme Valérie PECRESSE	608 000 €	1ère tranche : 31/01/2024 2ème tranche : 30/05/2024	Subvention d'investissement : 608 000 €
Subvention d'investissement Projet "suivi qualité air expérimentation métro Belleville"	Conseil régional Île-de-France	Mme Valérie PECRESSE	99 081 €	15/11/2024	Subvention d'investissement : 99 080,54€
Convention subvention Investissement 2024	DRIEAT	M. Marc GUILLAUME	238 288 €	21/05/2024	Subvention d'investissement : 238 288 €
Convention pluri-annuelle 2022-2024	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	100 000 €	18/02/2022	Subvention d'investissement : 100 000 €
Avenant n° 4 à la Convention pluri-annuelle 2022-2024	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	200 000 €	04/11/2024	Subvention d'investissement : 200 000 €

Pluriel Consultants
Philippe Barre
Associé

6. COMPARAISON PAR RAPPORT AU BUDGET PRÉVISIONNEL 2024 ET AU RÉALISÉ 2023

6.1- COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 2023

L'exercice comptable 2024 se solde par un résultat déficitaire de 484 488,39 €.

Ce résultat déficitaire provient en effet essentiellement des dépenses imputées en 2024 sur le projet Biomasse Chaufferie pour un montant de 547 718,77 €. Ce montant est financé par une reprise sur la réserve spéciale de 1 000 000 € constituée fin 2022 suite à l'affectation par le conseil d'administration de l'astreinte du Conseil d'Etat au projet émissions des chaufferies Biomasse de faible puissance.

Ainsi, **en tenant compte du financement de l'étude Biomasse par l'astreinte du Conseil d'Etat sorti de la réserve spécifique constituée pour la réalisation de cette étude, les comptes de l'exercice 2024 ressortent quasiment à l'équilibre, très légèrement positifs de 63 230,38 €.**

6.2- RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Le total des recettes de fonctionnement de l'année 2024 (hors reprise de quote-part de subventions d'investissement) s'élève à 9,2 millions d'euros contre 8,4 millions d'euros en 2023, sans inclure le financement de l'étude biomasse sur ces deux années.

POSTE FINANCEMENT	RÉALISÉ 2024	BUDGET 2024	ÉCART RÉALISÉ 2024 / BUDGET	RÉALISÉ 2023	FINANCEMENT %
COLLECTIVITÉS LOCALES	2 129 502	1 897 626	12,2%	2 059 616	25%
ACTEURS ÉCONOMIQUES	1 561 489	1 467 256	6,4%	1 604 191	18%
ÉTAT	2 500 919	2 516 668	-0,6%	2 471 800	29%
VALORISATION DE L'EXPERTISE & INNOVATION (hors biomasse)	2 342 478	2 495 248	-6,1%	1 986 887	27%
AUTRES PRODUITS (hors Q/P subv. invest)	702 911	470 000	ns	296 956	
TOTAL	9 237 299	8 846 798	4,4%	8 419 450	100%

Le financement du budget de fonctionnement est assuré par l'Etat à 29%, les collectivités locales (25%) et les acteurs économiques (18%) sous la forme de subventions de fonctionnement, pour la réalisation de la mission d'intérêt général d'Airparif.

Pour compléter son financement, Airparif a recours à la valorisation de l'expertise qui englobe les études spécifiques, les opérations de mutualisation entre AASQA, les actions à l'international, ces actions permettant de financer 27% du budget (hors étude biomasse).

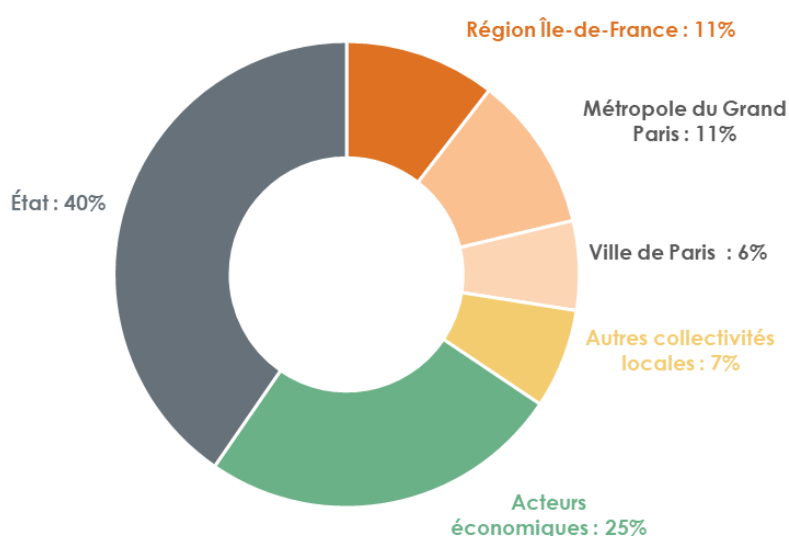
En effet, les recettes pour financer l'étude sur les émissions des chaufferies biomasse ont été reçues fin 2022 via l'astreinte de l'Etat et placées en réserves en 2022, le financement de cette étude en 2023 et 2024 est repris sur cette réserve spécifique constituée ad hoc et n'est pas comptabilisé dans les produits de l'exercice.

Les autres produits se composent des produits financiers, de produits sur les années antérieures comptabilisés en 2024, de remboursements de sinistres, diverses aides à l'emploi, revente de matériel et du versement début 2024 de 450 000 euros d'une nouvelle astreinte de l'Etat comptabilisé en produits exceptionnels et entièrement consommé sur l'année 2024 puisqu'il a permis de mener à bien les différents plans d'action en lien avec les JOP pour lesquels Airparif ne disposait pas de financement. Il n'a pas été tenu compte de ces autres produits, exceptionnels, dans les chiffres sur la répartition des contributions des différents collèges financeurs.

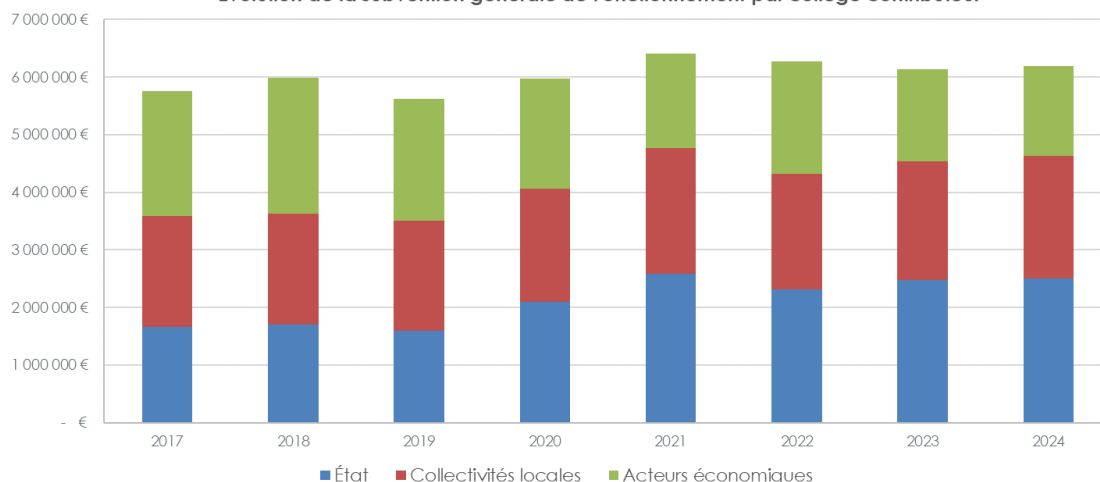
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT – Financement de l'Activité réglementaire et d'intérêt général

Le montant des subventions générales de fonctionnement s'élève à 6 191 910 €. En 2024, l'Etat assure 40 % des subventions générales de fonctionnement, les collectivités locales 35% (dont 11 % pour le Conseil Régional Île-de-France ainsi que pour la Métropole du Grand Paris) et 25 % pour le collège des acteurs économiques.

Répartition des subventions de fonctionnement par contributeur
2024



Évolution de la subvention générale de Fonctionnement par collège contributeur



On constate une baisse de la participation des acteurs économiques dans le financement d'Airparif, en lien avec la diminution structurelle de la collecte TGAP (- 5 % entre 2023 et 2024). Depuis 2018, la collecte TGAP est passée de 2,4 M€ à 1 M€, soit une diminution de 60 % en 7 ans.

La subvention générale de l'Etat a progressé de 1,2 % en 2024, le budget de soutien complémentaire au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air a pu être maintenu et porté dans la Loi de Finance 2024.

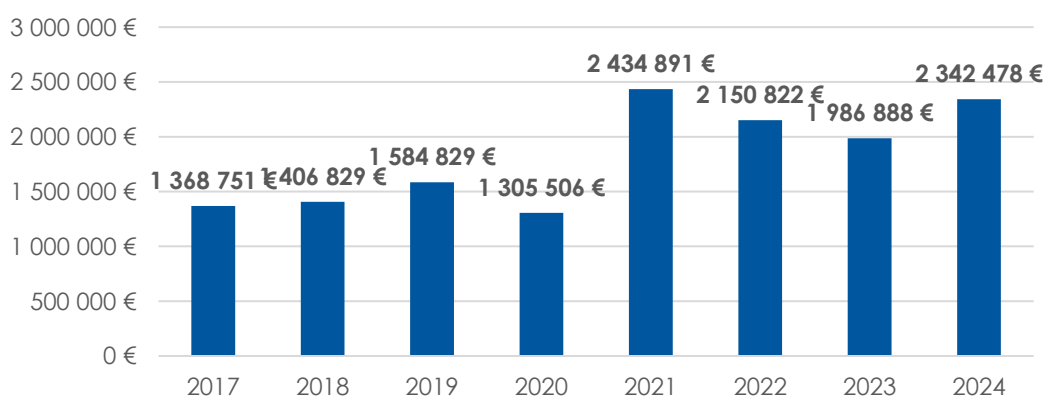
La participation des collectivités a progressé de 70 k€ grâce au renforcement du soutien financier par la Métropole du Grand Paris, qui a permis de compenser la diminution du financement apporté par la Région, et grâce à de nouvelles adhésions. La répartition du financement par ce collège a toutefois significativement évolué en 2024 avec la diminution de 23 % de la subvention du Conseil régional Île-de-France (200 K€).

VALORISATION DE L'EXPERTISE

La valorisation de l'expertise progresse significativement mais atteint un niveau maximal au regard des ressources humaines qui sont également impliquées sur le réglementaire. Cette valorisation de l'expertise participe à hauteur de 2,9 M€ en 2024 contre 2,4 M€ en 2023 en incluant la reprise sur la réserve spécifique constituée pour le projet biomasse.

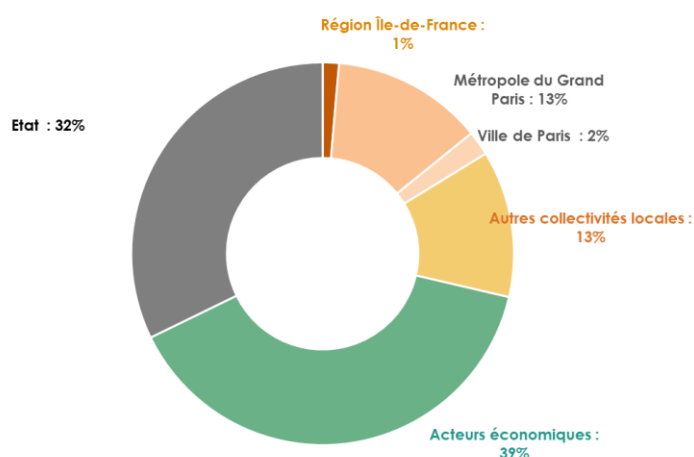
Hors financement de l'étude Biomasse par le Conseil d'Etat, les montants de valorisation de l'expertise s'établissent à 2,3 M€ en 2024 contre 2 M€ en 2023.

Évolution de la valorisation de l'expertise (hors biomasse)



En 2021 et 2022, le projet Mesures et Perception a contribué à l'évolution importante de la valorisation de notre expertise.

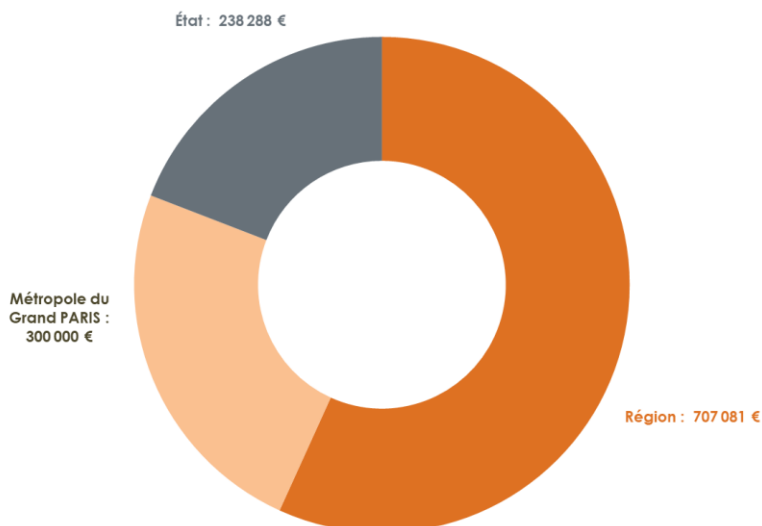
Répartition du financement de valorisation de l'expertise par contributeur 2024



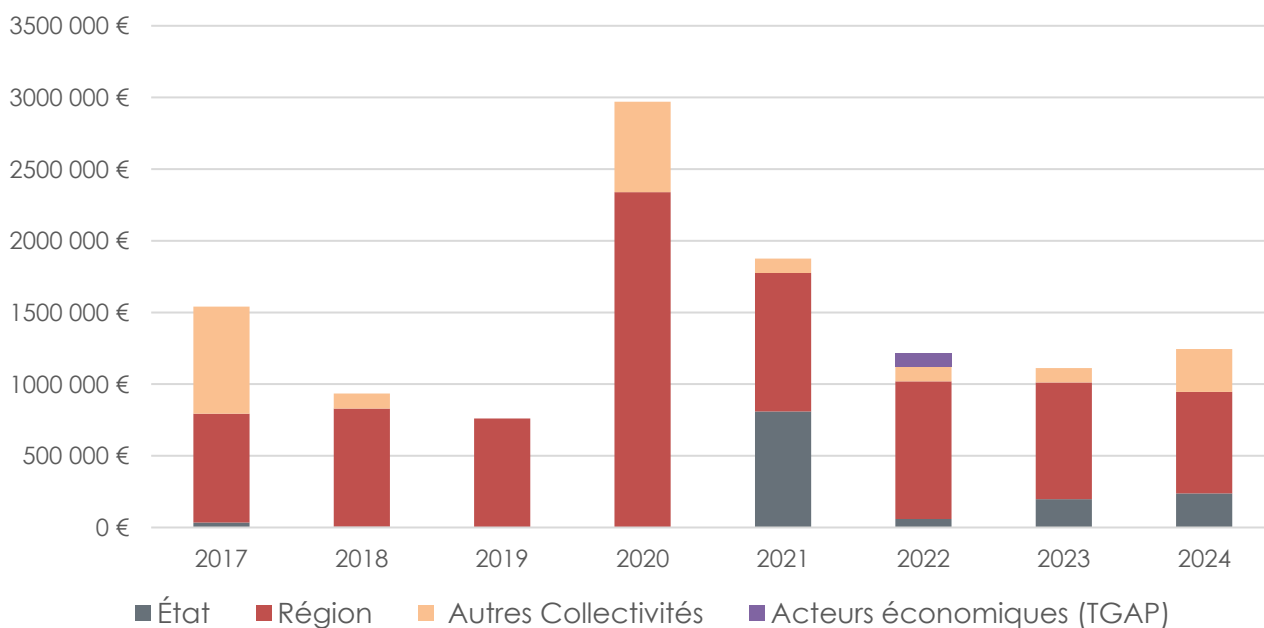
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT OCTROYEES EN 2024

En 2024, le montant des subventions d'investissement s'élève à 1 245 369 €. Malgré une baisse de 20 % de sa subvention de fonctionnement (-152 k€), le Conseil Régional Île-de-France reste le premier financeur du budget d'investissement d'Airparif en contribuant en 2024 à hauteur de 707 k€ soit 57 % du budget d'investissement, la Métropole du Grand Paris a accordé une subvention de 300 k€ (24% du budget d'investissement), et la subvention de l'Etat s'est établie à 238 k€ (19% de ce budget).

Répartition des subvention d'investissement par contributeur
2024

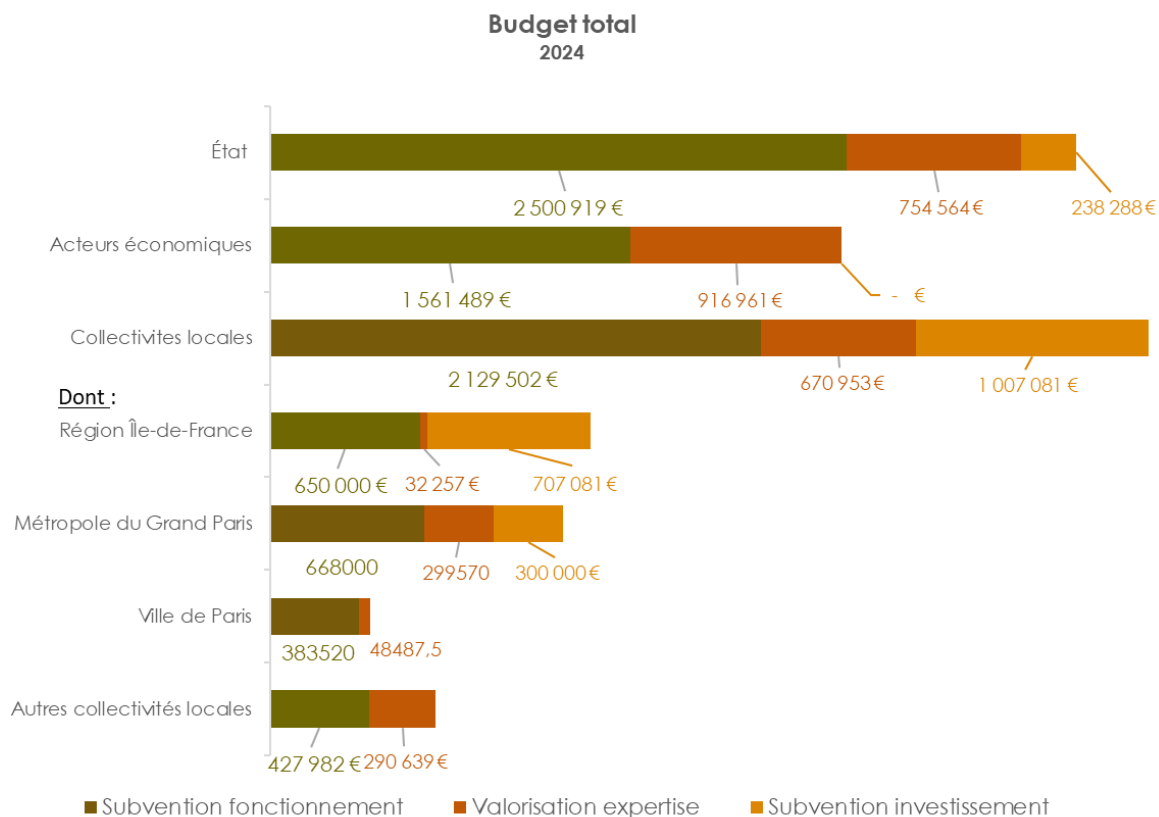


Évolution des subventions d'investissement par contributeur



FINANCEMENT TOTAL D'AIRPARIF

Il s'agit du cumul des subventions de fonctionnement obtenues, des produits de la valorisation de l'expertise et des subventions d'investissement par type de financement en 2024 (voir tableau détaillé en annexe page 45). Le collège des collectivités est le premier collège financeur d'Airparif suivi par l'Etat (au sens large, Ministère, ARS, établissements publics ADEME, ANR, labos de recherche, financements européens).



6.3- DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le montant total des charges de l'exercice 2024 est de 10 752 232 €, supérieur de 3.3 % par rapport au budget prévisionnel. La majeure partie de ce surplus de dépenses provient de charges exceptionnelles liées au projet Biomasse (cession des matériels en fin de projet, annulation de pénalités comptabilisées en 2023 en contrepartie d'une négociation importante obtenue sur les factures 2024 d'immobilisations ; ces éléments impactent les dépenses mais sont financées via la reprise sur la réserve spécifique). En excluant ces dépenses exceptionnelles, le niveau des dépenses est globalement conforme au Budget prévisionnel. (voir tableau détail en annexe page 44).

RUBRIQUE COMPTABLE	RÉALISÉ 2024	BUDGET 2024	ÉCART RÉALISÉ 2024/BUDGET	RÉALISÉ 2023	ÉVOLUTION 2023-2024
Achats	656 693	695 300	-5,6%	615 360	7%
Services extérieurs	1 597 096	1 750 914	-8,8%	1 606 220	-1%
Charges de personnel (impôts et taxes sur rémunérations inclus)	6 635 108	6 298 284	5,3%	6 210 598	7%
Autres charges, charges financières et amortissement du siège, charges exceptionnelles	690 868	409 800	68,6%	462 281	49%
Dotations Amortissements (hors siège social)	1 177 038	1 250 000	-5,8%	1 082 317	9%
TOTAL	10 756 802	10 404 298	3,4%	9 976 776	7,8%
TOTAL (hors dotations amort.)	9 579 765	9 154 298	4,6%	8 894 459	7,7%

Les achats de matières premières, consommables et fournitures sont inférieures de 6 % par rapport au budget prévisionnel mais en progression de 7 % par rapport à 2023, notamment du fait des hausses des coûts de l'énergie électrique et des gaz étalons.

Les dépenses de services extérieurs globalement sont inférieures aux prévisions.

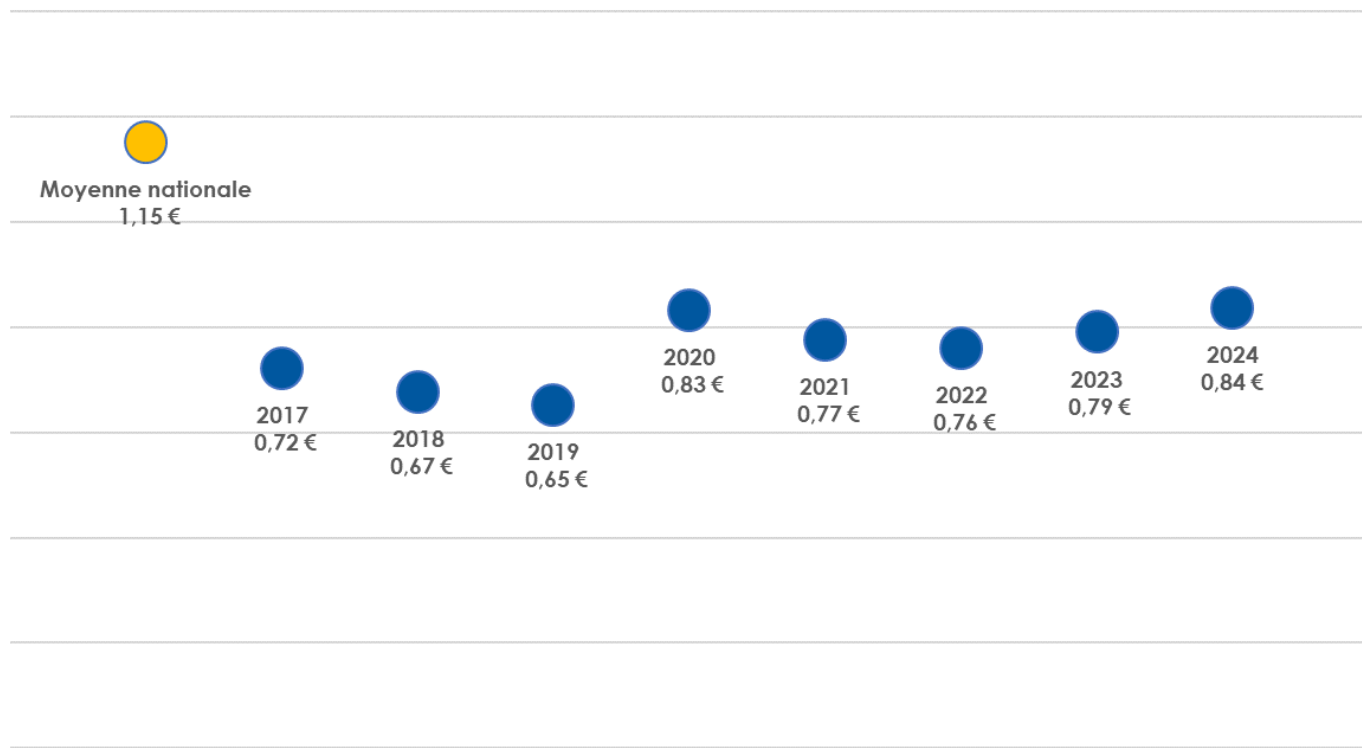
Malgré le gel des augmentations individuelles, la diminution des effectifs et l'inflation qui n'a pas été complètement compensée, les rémunérations du personnel, qui représentent l'essentiel de nos dépenses de fonctionnement, dépassent de 5 % le budget prévisionnel. Au cours de l'exercice, Airparif a dû gérer 3 situations personnelles complexes dont 2 licenciements pour inaptitude et invalidité de personnel à forte ancienneté. Par ailleurs, les taux de cotisations sociales ont vu leur niveau progresser. Les équipes d'Airparif forment son capital le plus précieux de par leurs hauts niveaux de compétences et leur spécificité. Une vigilance est à avoir pour continuer à favoriser les développements de compétences, les valoriser et permettre l'évolution du personnel en termes de missions et de rémunérations afin de conserver l'attractivité d'Airparif et de conserver les équipes.

Les charges exceptionnelles sont liées à des cessions de matériels ayant servi à l'étude Biomasse et à l'annulation d'une facture de pénalités ayant été comptabilisée en 2023 ; le fournisseur de matériels a consenti à une remise encore plus conséquente sur le matériel dans le cadre d'une négociation. La mise au rebut de l'ascenseur d'Airparif (en attendant sa reconstruction en 2025) a également contribué à ce montant de charges exceptionnelles.

COÛT PAR HABITANT

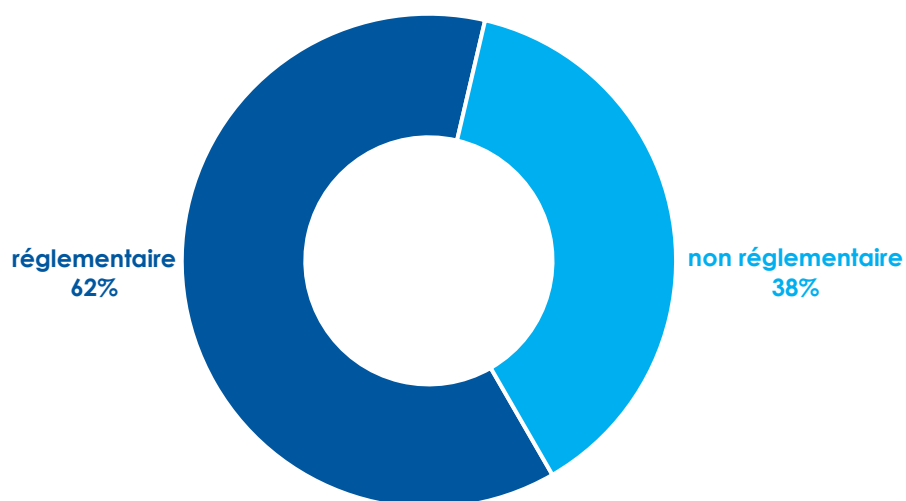
Le coût du dispositif de surveillance francilien reste modéré, à 0,84€ par habitant, tandis que la moyenne nationale se situe au-delà de 1,15€.

Évolution du coût total par habitant



La part de l'activité réglementaire recule légèrement à 62 % du total de l'activité, contre 66 % en 2023.

Répartition des dépenses de fonctionnement entre activités réglementaires et non réglementaires 2024



7. ANNEXES

AIRPARIF - COMPTE DE RESULTAT 2024

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €uros)

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET 2024	RÉALISÉ 2024	ÉCART RÉALISÉ 2024 / BUDGET	RÉALISÉ 2023
COLLECTIVITES LOCALES	1 897 626	2 129 502	12,2%	2 059 616
REGION ÎLE-DE-France - Fonctionnement général	650 000	650 000	0,00%	850 000
METROPOLE DU GRAND PARIS	468 180	668 000	42,68%	459 000
PARIS	383 520	383 520	0,00%	376 000
DEPARTEMENTS, EPCI ET SYNDICATS	380 926	382 221	0,34%	366 398
Nouvelles adhésions	15 000	45 761	205,07%	8 218
ACTEURS ECONOMIQUES	1 467 256	1 561 489	6,4%	1 604 191
TGAP INDUSTRIELS D'AIRASIF	900 000	1 027 524	14,17%	1 078 469
ACTEURS ECONOMIQUES	567 256	533 965	-5,87%	525 722
ÉTAT	2 516 668	2 500 919	-0,6%	2 471 800
MINISTERE DE L'ECOLOGIE - DRIEE	2 401 509	2 385 760	-0,66%	2 356 641
AGENCE REGIONALE DE SANTE - IDF	115 159	115 159	0,00%	115 159
VALORISATION DE L'EXPERTISE & INNOVATION	2 495 248	2 342 478	-6,1%	1 986 887
ETUDES PARTENARIALES	1 506 139	1 234 484	-18,04%	1 338 049
COOPERATION INTERNATIONALES	534 541	430 177	-19,52%	145 899
SECTEUR LUCRATIF	454 568	677 817	49,11%	502 939
<i>Airparif Services</i>	<i>212 568</i>	<i>349 425</i>	<i>64,38%</i>	<i>198 941</i>
<i>Activités inter-AASQA</i>	<i>219 000</i>	<i>301 253</i>	<i>37,56%</i>	<i>282 117</i>
<i>Sous-location siège</i>	<i>23 000</i>	<i>27 139</i>	<i>18,00%</i>	<i>21 881</i>
REVENUS FINANCIERS	20 000	51 608	158,0%	82 697
AUTRES PRODUITS	450 000	651 303	ns	214 259
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors reprises subv investisst)	8 846 798	9 237 299	4,4%	8 419 450
Quote-part de subv investissement virées au résultat	1 250 000	1 035 016	-17,2%	1 102 297
TOTAL GENERAL	10 096 798	10 272 315	1,7%	9 521 747

AIRPARIF - COMPTE DE RESULTAT 2024

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (en Euros)

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET 2024	RÉALISÉ 2024	ECART 2023 RÉALISÉ/BUDGET	RÉALISÉ 2023
ACHATS	695 300	656 693	-5,6%	615 360
CONSOMMABLES	177 300	229 600	29,5%	124 950
FOURNITURES ET PETIT EQUIPEMENT	472 000	397 346	-15,8%	451 835
FOURNITURES ADMINISTRATIVES & INFORMATIQUES	28 000	17 705	-36,8%	22 960
CARBURANTS	18 000	12 042	-33,1%	15 615
SERVICES EXTERIEURS	1 387 814	1 187 965	-14,4%	1 253 588
SOUS TRAITANCE	654 906	466 473	-28,8%	631 936
LOCATIONS	90 000	122 960	36,6%	89 364
ENTRETIEN-REPARATION & MAINTENANCES	553 408	526 577	-4,8%	453 011
ASSURANCES	36 000	40 670	13,0%	38 050
DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	5 500	1 203	-78,1%	3 439
FORMATION - SEMINAIRES	48 000	30 082	-37,3%	37 788
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	363 100	409 130	12,7%	352 632
HONORAIRES	52 000	58 447	12,4%	44 443
COMMUNICATION et INFORMATION	14 500	8 955	-38,2%	13 402
TRANSPORTS SUR BIENS	16 000	22 898	43,1%	27 922
DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS	79 100	86 929	9,9%	79 473
FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATION	125 500	114 860	-8,5%	117 724
SERVICES BANCAIRES	4 000	4 693	17,3%	5 698
PERSONNEL INTERIMAIRE		854		11 126
FRAIS DIVERS-COTISATION-GIE	72 000	111 494	54,9%	52 844
IMPOTS ET TAXES sur REMUNERATIONS	564 464	585 419	3,7%	575 435
CHARGES DE PERSONNEL	5 733 820	6 049 690	5,5%	5 635 163
REMUNERATION DU PERSONNEL	3 934 970	4 131 585	5,0%	3 858 397
CHARGES SOCIALES	1 699 111	1 811 315	6,6%	1 677 249
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	99 739	106 790	7,1%	99 517
AUTRES CHARGES	409 800	690 868	68,6%	462 281
Autres charges de gestion courante	3 200	11 892	271,6%	396
Charges exceptionnelles		243 797		41 831
CHARGES D'INTERETS D'EMPRUNT IMMOBILIER	151 600	151 424	-0,1%	152 863
IMPOTS ET TAXES FONCIERES	46 000	50 323	9,4%	58 338
Dotations Amortissement siège social	209 000	208 351	-0,3%	208 853
Dotation pour engagement retraite		25 083		
TOTAL BUDGET (hors Amortissements immos subventionnées)	9 154 297	9 579 766	4,6%	8 894 459
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMOS SUBVENTIONNEES	1 250 000	1 177 038	-5,8%	1 082 317
TOTAL	10 404 297	10 756 803	3,4%	9 976 776

DÉTAIL FINANCEMENT TOTAL AIRPARIF 2024

Financement total AIRPARIF en 2024

ANNÉE 2024	FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL	VALORISATION EXPERTISES	INVESTISSEMENT	FINANCEMENT TOTAL	% DU FINANCEMENT TOTAL
COLLECTIVITES LOCALES	2 129 501	670 953	1 007 081	3 807 534	36,4%
REGION ÎLE-DE-France	650 000	32 257	707 081	1 389 337	13,3%
METROPOLE DU GRAND PARIS	668 000	299 570	300 000	1 267 570	12,1%
PARIS	383 520	48 488		432 008	4,1%
SEINE-SAINT-DENIS	20 000			20 000	0,2%
VAL DE MARNE	51 958			51 958	0,5%
ESSONNE	37 902			37 902	0,4%
VAL D'OISE	17 656			17 656	0,2%
SYCTOM	55 245	10 902		66 147	0,6%
STIF - Ile-de-France Mobilités	53 685	228 550		282 235	2,7%
CA Paris Saclay	15 221	4 060		19 281	0,2%
CA Paris Est Marne&Bois	21 817			21 817	0,2%
CA Paris Vallée de la Marne	12 402			12 402	0,1%
Nanterre	8 448			8 448	0,1%
L'Hay les roses	6 430			6 430	0,1%
CA Roissy Pays de France	15 627			15 627	0,1%
CA St Quentin en Yvelines	12 328			12 328	0,1%
CC Carnelle Pays de France	6 203			6 203	0,1%
CA Melun Val de Seine	9 411	236		9 647	0,1%
Pantin	6 913			6 913	0,1%
CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	15 932	4 200		20 132	0,2%
CA Val d'Europe	6 661	5 145		11 806	0,1%
CA Pays de Meaux	8 382	4 725		13 107	0,1%
CA Grand Paris Seine & Oise	18 090			18 090	0,2%
Gennevilliers	6 758			6 758	0,1%
SMTOM LOMBRIC	7 950			7 950	0,1%
Saint Denis	4 688			4 688	0,0%
Ivry sur seine	3 600			3 600	0,0%
Aubervilliers	4 675			4 675	0,0%
NON MEMBRES		32 821		32 821	0,3%
ACTEURS ECONOMIQUES	1 561 489	588 569	-	2 150 058	20,6%
INDUSTRIELS D'AIRASIF	1 027 524			1 027 524	9,8%
PFA	55 692			55 692	0,5%
RATP	57 990	47 835		105 825	1,0%
AEROPORTS DE PARIS	54 060	31 250		85 310	0,8%
PORT DE PARIS	33 293	53 200		86 493	0,8%
SNCF GARES & CONNEXIONS	33 293	77 111		110 404	1,1%
VEOLIA	33 293			33 293	0,3%
ICADE	33 293			33 293	0,3%
Engie Solutions	33 293	63 100		96 393	0,9%
ENEDIS	33 293			33 293	0,3%
GRDF	33 293			33 293	0,3%
AESIO	33 293			33 293	0,3%
GROUPE LA POSTE	33 293			33 293	0,3%
VINCI AUTOROUTES	33 293			33 293	0,3%
VNF	33 293			33 293	0,3%
NON MEMBRES		316 073		316 073	3,0%
ETAT	2 950 919	754 564	238 288	3 943 771	37,7%
MINISTERE DE L'ECOLOGIE - DRIEAT-DIRIF	2 385 760	214 509	238 288	2 838 557	27,1%
AGENCE REGIONALE DE SANTE - IDF	115 159	17 700		132 859	1,3%
ADEME		66 610		66 610	0,6%
METEO France		6 103		6 103	0,1%
DGAC		22 500		22 500	0,2%
<u>NON MEMBRES</u>					
AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE		20 514		20 514	0,2%
INSTITUT CURIE		6 500		6 500	0,1%
EUROPE		12 188		12 188	0,1%
ANSES		6 700		6 700	0,1%
CEA		14 138		14 138	0,1%
IFPEN		7 000		7 000	0,1%
MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES		15 830		15 830	0,2%
CONSEIL ETAT	450 000	6 000		456 000	4,4%
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT		231 600		231 600	2,2%
BANQUE MONDIALE		106 673		106 673	1,0%
COLLABORATIONS AASQA-ATMO France		328 392		328 392	3,1%
REVENUS FINANCIERS	27 139			27 139	0,3%
AUTRES PRODUITS	201 303			201 303	1,9%
TOTAL ANNEE 2024	6 870 351	2 342 478	1 245 369	10 458 197	100,0%